



Conseil de formation du 6 janvier 2017

En premier lieu, l'Unsa Education et le SE-Unsa vous adressent leurs meilleurs vœux pour cette année 2017. Que celle-ci qui, hélas déjà, s'annonce principalement centrée autour des échéances politiques et pour lesquelles certains projets nous laissent craindre le pire ne nous détourne pas de notre objectif principal : la réussite de nos élèves et la juste reconnaissance de nos métiers au sein de notre service public d'éducation.

Avec plus de 13 000 postes offerts aux concours enseignants du 1^{er} degré, l'objectif affiché de notre gouvernement est en passe d'être réussi. Même si nous ne connaissons pas encore la répartition académique, le nombre d'inscrits aux concours de Rouen est en nette hausse et c'est aussi une bonne chose.

Concernant les FSTG 1^{er} degré de cette année, nous avons renouvelé notre enquête sur leur ressenti 4 mois après leur entrée à mi-temps dans le métier.

Nous enregistrons avec satisfaction quelques progrès par rapport aux résultats de l'année dernière.

Néanmoins, encore une fois, la formation initiale semble déconnectée du terrain au profit d'un contenu universitaire et disciplinaire qui l'éloigne de la pratique du métier. Cela interroge. L'Unsa Education souhaite, tout en maintenant des connaissances et des exigences de niveau universitaire que l'aspect professionnalisant de la formation prenne une plus grande part dans le cursus des étudiants-stagiaires.

Il ressort en effet de cette enquête que ce sont principalement les conseils des pairs (en l'occurrence des PEMF de terrain et des collègues des écoles) qui sont le plus appréciés par les stagiaires.

Il ressort également que les FSTG travaillent énormément (plus de 5h de corrections-préparations par jour !). Ne subissent-ils pas une pression trop importante de ce point de vue ? Quel salarié aujourd'hui travaille plus de 10h par jour ?

Ne faudrait-il pas s'interroger sur le triplement au niveau national du nombre de démissions de stagiaires entre les années 2012 et 2015 en faisant le lien avec le caractère particulièrement éprouvant de cette année de stage ?

Nous souhaiterions qu'un point soit fait aujourd'hui sur le nombre de démissions et de « mises en alerte » (que ce terme est laid et anxiogène !).

Enfin, nous déplorons que les stagiaires « licenciés » l'année dernière n'aient pas eu connaissance de la notification de leur non-validation par les services concernés (en l'occurrence le Rectorat).

A propos des CPC, leur rôle dans le suivi des stagiaires mérite à nouveau d'être clarifié. Ils ont, selon les textes, mission de veiller à leur bonne installation. Mais encore ? Doivent-ils être partenaires de l'ESPE, et, dans ce cas être réellement associés à la formation selon leur expertise ? Ainsi, ne devraient-ils pas avoir accès à la plate-forme de suivi de stagiaires ?

Pour ce qui concerne les PEMF, l'Unsa Education se félicite du passage au 1/3 de décharge à partir de l'année prochaine et souhaite ainsi que le suivi des stagiaires en bénéficie.

La formation continue des enseignants est aussi un volet important de loi de refondation. Conséquemment à la volonté de reconstituer une brigade de formation continue, nous avons enregistré avec satisfaction l'augmentation du nombre de stages offerts au plan académique de formation ainsi que la hausse sensible du nombre de journées/stagiaires.

Toutefois, nous souhaiterions que le nombre de dispositifs sur appel de candidatures augmente encore et que soient programmés plus de stages décentralisés.

Nous terminerons par des questions...

Comment s'articulera la formation des PES l'année prochaine ? Sur quel support ? Seront-ils encore en doublette ? Pour quelles périodes ?

Combien de MAT ont été sollicités cette année ? Combien le seront l'année prochaine ?

Pourrions-nous faire un point sur la mise en place du nouveau CAFIPEMF ? sur M@gister ?